

L'Université d'automne de « Sauvons la Recherche »

Paul Rigny

L'intitulé de l'association « Sauvons la Recherche » (SLR) a le mérite de ne pas laisser place au doute sur la mission qu'elle s'est confiée. SLR s'est créée en mars 2004, au paroxysme des manifestations contre le sort fait à la recherche scientifique académique en France. Elle a tenu, à Grenoble en 2004, des états généraux très remarquables. SLR s'est montrée très déçue des propositions gouvernementales qui ont conduit à l'adoption de la Loi de programme pour la recherche du 18 avril 2006. C'est dans ce contexte qu'elle a organisé à Toulouse les 29, 30 septembre et 1^{er} octobre derniers son université d'automne.

Une place dominante était laissée au débat avec la salle (environ 500 personnes). L'un des principaux attraits de cette université était de faire sentir l'état d'esprit de cette communauté, en grande majorité bien sûr constituée de chercheurs et (surtout) d'enseignants chercheurs. Quelques remarques (non exhaustives) sur les échanges :

• **Table ronde sur les réformes de l'enseignement supérieur**

D'emblée a été cité le « malaise » des enseignants – certains ont parlé de « souffrance » et, à entendre la teneur générale des interventions de la salle, le mot ne paraissait pas hors de propos. Ceci est le résultat, insupportable pour des enseignants, d'un taux d'échec des étudiants extrêmement fort (70 % des inscrits en licence le sont encore après deux ans) ; conjuguée à ce phénomène, la situation bloquée des carrières ne permet pas à l'optimisme de prendre racine.

Les causes de cette situation sont bien connues mais ont été reprises maintes fois par la tribune et par la salle :

1. l'administration centrale de l'éducation nationale est accusée d'être complètement inadaptée (trop hiérarchisée, trop attachée au contrôle et pas assez à l'accompagnement, parfois incohérente (cf. la conduite de la contractualisation) ;

2. la « massification » des étudiants, phénomène qui semble indiquer davantage l'origine sociale que le nombre des étudiants et qui entraîne une inadaptation des enseignements (quelle place pour la professionnalisation ?) ;

3. la dualité université/grandes écoles, ressentie comme une profonde et douloureuse injustice par la disparité des moyens qui l'accompagnent ;

4. les charges d'enseignements insupportablement lourdes alors que l'évaluation se fait encore sur la recherche. Une surprise (de ma part) : le mot « sélection » n'a été prononcé par personne ; le mot « orientation » lui a été substitué, qui n'a pas les mêmes implications sur les charges d'enseignement.

Les « demandes » de la communauté présente à l'université d'automne expriment un énorme besoin de clarification de la mission des universités. Un peu à vau-l'eau, les enseignants voudraient savoir dans quelle direction l'université attend qu'ils travaillent. C'est le souhait d'un « grand débat » qui remettrait le train en marche – optimisme, optimisme...

Programme de l'Université d'automne 2006 de « Sauvons la Recherche »

- *Vendredi 29 septembre : table ronde sur les réformes de l'enseignement supérieur*

Intervenants : C. Charle, F. Demichel (ancienne directrice de l'enseignement supérieur), C. Deschamp (ancien responsable de l'association des professeurs de spéciales), D. Filatre (président de l'Université du Mirail), T. Lahaie (président de l'UNEF).

- *Samedi 30 septembre : table ronde « Comment piloter et financer la recherche ? »*

Intervenants : E. Brézin (physicien), D. Boak (responsable de la communication à la Royal Academy), P. Larrouturnou (économiste), D. Pestre (histoire des sciences).

- *Samedi 30 septembre et dimanche 1^{er} octobre : intervention d'accueil de M. Malvy (président de la région Midi-pyrénées) et M. Val (maire de Fleurance) ; auditions des candidats : M.G. Buffet, D. Voynet, C. Taubira, F. Bayrou, L. Fabius, O. Besancenot.*

• **Table ronde « Comment piloter et financer la recherche ? »**

La note générale de la table ronde est qu'en France, la société ne soutient plus vraiment la recherche publique. Les signes en seraient une baisse très notable des vocations à l'entrée à l'université, ainsi que la généralisation des « reproches » faits à la recherche française, qui ne créerait plus d'emplois et ne tiendrait plus son rang international.

Cette situation se traduit par la nature des mesures politico-administratives relatives à la recherche : sous financement persistant et adoption d'une loi qui va à l'encontre des demandes des chercheurs (telles que perçues par SLR). On dénonce, là encore, une attitude de « micromanagement » de la part de l'administration, incapable de déléguer les responsabilités minimum aux organismes ou aux établissements – attitude tatillonne qui date des siècles antérieurs. On dénonce aussi l'absence de politiques pluriannuelles en matière budgétaire et plus encore en matière d'emploi.

La table ronde a mis en relief un point de vue peu répandu en dehors du milieu académique. Certains contestent l'enchaînement : la recherche crée l'innovation, qui crée l'emploi et la richesse du pays. Ce sont pourtant là les arguments qu'on met habituellement en avant pour développer la recherche... Elle a aussi largement mis en

accusation la justification de la recherche par ses retombées économiques qui conduit – c'est toujours l'assemblée de SLR qui parle – l'exploitation du chercheur par le capital. L'exposé de Pierre Larroust sur ce sujet, qui se nourrit de réflexions très sérieuses, agit à contre-courant des idées habituellement mises en avant. On réclame avant tout la liberté, l'indépendance et l'évaluation par les pairs – la recherche culture, la transmission du savoir.

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas que le « pacte pour la recherche » – c'est-à-dire la loi d'avril 2006 – soit rejeté violemment. C'est la conclusion synthétique de cette table ronde qui, comme la précédente, réclame un « grand débat » pour redonner à la recherche sa place dans la société.

• Les auditions des candidats à la présidence de la République

Les tables rondes, intenses et riches, ont été heureusement complétées par les auditions des candidats et les échanges qui les ont suivies. Tout en étant en accord sur bien des points avec SLR (plans pour un financement en fort accroissement, pour un plan emploi à long terme), les candidats ont aussi renvoyé la balle dans le camp des chercheurs : Dominique Voynet regrette que les chercheurs sortent trop peu de leurs laboratoires pour comprendre les politiques et les aider dans ces questions de société si prégnantes aujourd'hui et où la science est interpellée (les OGM, les déchets nucléaires, l'environnement...); François Bayrou réclame « une meilleure gouvernance » des universités et regrette l'absence de transparence sur leur fonctionnement (« J'ai eu d'excellentes relations avec les présidents d'universités, mais sur le fonctionnement de ce qui se passe au-delà de la présidence (justification des

répartitions de moyens, des décisions sur les priorités...), c'était le trou noir »). A noter : l'autonomie des universités suscite méfiance et se fait taxer de « non-républicanisme ».

Cette université a permis de bien prendre la mesure du fossé qui s'est creusé entre la mission des chercheurs-enseignants chercheurs telle que vue par « la société » (c'est-à-dire par « les autres ») et vue par eux-mêmes – ou plus concrètement l'inadéquation entre les moyens attribués aux universités et les résultats qui leurs sont demandés. Même si SLR n'est pas tout le milieu de la recherche académique, on doit considérer ses débats comme très représentatifs de ses nombreuses interrogations et, pour reprendre ce terme, de son profond « malaise ». Il faut se féliciter qu'ils aient été transmis de la meilleure façon – en demandant aux candidats de se positionner – au monde politique. Derrière les journées, s'est profilée, incantatoire, la demande d'un « grand débat sur l'enseignement supérieur et la recherche ». On le comprend : concilier l'université d'élite de naguère avec l'admission de tous les bacheliers à l'université, arbitrer les charges des enseignants entre l'importance de la recherche et les impressionnantes tâches de l'enseignement, imaginer une organisation efficace décentralisée, réussir tout cela sans porter atteinte aux principes de liberté et d'indifférenciation des statuts des enseignants, le tout en obtenant le consensus – des acteurs comme de la société au sens large... –, voilà qui pousse en effet à faire appel aux méthodes-miracles pour obtenir des solutions-miracles.

• A noter : l'intégralité des exposés et débats de l'université d'automne est accessible sur le (très performant) site de « Sauvons la Recherche » : <http://recherche-en-danger.apinc.org>

